



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Votation-sur-le-nucleaire-en>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°22 > **Votation sur le nucléaire en Suisse ; résultats et analyse**

1er juillet 2003

Votation sur le nucléaire en Suisse ; résultats et analyse

Le saviez-vous ? Les suisses viennent d'être consultés par le biais d'une votation (référendum suisse) sur l'avenir du nucléaire dans leur pays. Voici l'analyse des résultats de cette consultation par deux responsables d'associations suisses.

En 1990, les Suisses acceptaient par 55% des voix le moratoire de 10 ans empêchant la construction de nouvelles centrales.

Le 18 mai 2003, ce score est descendu à 42% !

En 1990 les Suisses s'approchaient de la majorité avec 47,2% des voix en faveur d'une sortie progressive mais définitive du nucléaire c'est à dire de l'arrêt des cinq centrales en activité.

Le 18 mai , ce score est descendu à 34% !

Comment expliquer un tel retournement de l'opinion ?

L'argent, le nerf de la guerre

En 1990, nous disposions de 3.75 millions (chiffres en euros), et le lobby nucléaire ne s'attendait pas à une campagne forte et victorieuse (pour le moratoire). En 2003 nous avons 2.2 millions et le lobby nucléaire cette fois a mis le paquet soit 11,5 millions !

Cette différence se fait ressentir dans le nombre d'annonces payantes dans la presse, sur Internet, des spots TV, des publicités au cinéma, et des affiches publicitaires. De l'avis unanime, on a eu droit pendant plusieurs mois à une déferlante pro-nucléaire d'une ampleur inégalée. L'effet de ces pubs n'a pas seulement été de convaincre les indécis et de placer le débat sur les thèmes qui arrangeaient le nucléaire, il a aussi déprimé et démotivé bon nombre de militants, d'associations et partis partenaires. On nous a souvent dit : "il ne faut pas être naïf, on ne pourra rien contre cette propagande". Avec les résultats de cette votation, encore plus de personnes s'abstiendront de tout militantisme et ne voteront plus.

Nous avons tout de même tenu de nombreux stands d'information dans tous les cantons, lors de marchés, dans les rues piétonnes etc. Très souvent, les passants répétaient mot pour mot les slogans pro-nucléaires imprimés sur les affiches et dans la presse, sans se rendre compte que ces mots leur venaient tout droit de la publicité politique. La persuasion politique arrivée à ce point là, ça fait peur. Nous sommes plusieurs à penser qu'il ne faut pas lancer de nouvelle initiative tant que les budgets de campagne ne seront pas contrôlés et plafonnés. Il y a du travail législatif en vue. En tout cas, il y a de moins en moins de personnes prêtes à vanter notre démocratie "semi-directe" dans son état actuel.

Réflexes contre réflexion

En 1990, nous étions à quatre ans de la catastrophe de Tchernobyl. Cette fois, 17 années nous en séparaient. Le citoyen a la mémoire courte. La théorie de la pédagogie des catastrophes (apprendre suite à des catastrophes) redevient actuelle. Encore faudra-t-il survivre aux leçons que nous nous donnerons...

D'autre part, plus aucun projet de centrale n'existe en Suisse, donc les gens ne se mobilisent pas, y compris les alliés traditionnels des antinucléaires (Verts, Socialistes etc.). En 1990, le moratoire demandant le gel de toute construction de centrales pendant 10 ans touchait un peuple qui venait de se battre contre des projets de centrales (Verbois, Kaiseraugst), projets qui ont été abandonnés depuis. Au printemps 2003, tout cela paraissait loin et beaucoup de militants et d'esprits étaient occupés par les OGM, la guerre en Irak ou le G8...

Le nucléaire est vu par tout le monde (excepté quelques fossiles nucléocrates) comme une énergie du passé, qui va mourir et contre laquelle ça ne vaut donc plus la peine de se battre. Il y a aussi une réflexion du type : je sais que ma voiture est pourrie et qu'elle pollue mais elle m'a coûté cher et je veux la tirer jusqu'à ce qu'elle n'avance plus du tout.

Rappelons aussi que le surgénérateur Superphénix, situé à 60 km de Genève est fermé depuis 1995, heureusement ! Mais, après des années de lutte, cela démobilise aussi le grand public...

Donc un conseil aux dirigeants d'EDF, si vous voulez que les Français se désintéressent du problème nucléaire ou chérissent vos centrales : abandonnez les projets de nouvelles constructions (EPR, etc.) et petit à petit tout le monde s'endormira.

Indigestion démocratique

Le Conseil fédéral (présidence collégiale du pays) a rassemblé neuf sujets de votations le même jour, sachant que dans le doute, le Suisse s'abstient ou dit "non". Il n'y avait pas meilleur moyen pour couler tous les objets soumis au vote. Il est intéressant de noter que les Suisses ont refusé toutes les initiatives, dont :

- L'initiative fédérale demandant l'accès facilité des administrations publiques aux handicapés !
- L'indexation des loyers lors de baisses des taux hypothécaires !
- Des primes maladies proportionnelles au revenu. Nous continuerons à payer les mêmes primes quel que soit notre revenu !

Etc.

Le journal engagé "Le Courrier" titrait au lendemain du vote : "L'égoïsme triomphe".

La droite (sauf la droite antinucléaire évidemment) a su faire peur avec le thème "tout cela va nous coûter très cher", alors que les antinucléaires voulaient axer sur des solutions d'avenir et non (hélas ?) sur des peurs.

D'autre part, il faut savoir que 95% des initiatives (voir lexique en fin d'article) sont refusées par le peuple suisse depuis un siècle... Il est plus facile de faire voter Non que Oui. La presse suisse décrit ce phénomène par le concept des "Neinsager", c'est-à-dire littéralement les "Diseurs de Non"... quel que soit le sujet.

Arguments pro nucléaires sans complexes

Le lobby nucléaire n'a pas hésité à utiliser des arguments mensongers en prétendant que sortir du nucléaire, c'est :

"Dépendre des importations de courant nucléaire"

"Augmenter les émissions de CO2"

"Occasionner des coûts exorbitants"

On a aussi eu droit à une minimisation des effets sanitaires de Tchernobyl. Nous ne vous ferons pas l'injure de rétorquer à ces arguments. Plus c'est gros, plus ça passe, et n'importe quel message, répété plusieurs fois et emballé dans un bon graphisme finit par devenir vrai. Nous en avons encore eu la preuve.

Révélations sur le tir au bazooka contre Superphénix

Dix jours avant le vote, un anti-nucléaire, membre du comité d'initiative, a révélé que c'est lui qui avait commis l'attentat contre la centrale nucléaire de Superphénix en 1982 et qui n'avait pas été élucidé jusqu'alors. Cette révélation a ulcéré puis déprimé et démotivé bon nombre de militants, en même temps que cela a ravi les pro-nucléaires à un moment crucial de la campagne. On a eu droit à de grands articles, des passages à la TV, des manchettes de journaux et des publicités du lobby nucléaire "non à la démocratie du bazooka".

Et le positif là-dedans ?

Pour la première fois, la droite est divisée sur la question du nucléaire. Des parlementaires conservateurs cantonaux et fédéraux (du centre à l'extrême-droite) se sont réunis en un comité de centre-droite "Pour un choix responsable" appelant à voter 2xOUI, pour le moratoire ET la sortie du nucléaire (*). C'est un acquis important et probablement irréversible. Par contre aucun Vert ou Socialiste ne s'est prononcé pour le nucléaire. Le PS suisse faisait même partie du comité d'initiative (groupement des associations et partis qui soutiennent la votation).

De très nombreuses personnes, des associations et des partis reconsidèrent sérieusement leur position sur l'outil de l'initiative populaire. Le combat anti-nucléaire n'est pas abandonné, loin de là, mais les moyens à employer devront changer. En résumé, beaucoup d'intervenants ne veulent plus participer à ces exercices politiques tant que les budgets de campagne ne seront pas plafonnés.

Conclusion ?

Moyennant une transparence et une limitation des budgets de campagne, le droit d'initiative populaire pourrait permettre des avancées "par le haut" dans les domaines écologiques et sociaux.

C'est en tout cas mieux que la démocratie de pure délégation-protestation. Si la France adoptait le même système de votation populaire, au bout de quelques scrutins les résultats seraient sans doute les mêmes qu'ici. Plus on a de droit de participation, plus le contrôle sur l'opinion devient important, omniprésent et efficace.

Mais le plus délirant, c'était, au soir des votations, cet ingénieur pro-nucléaire qui disait à la radio " de toute façon, c'est clair que la fission n'est pas une énergie d'avenir, bien entendu on va en sortir...". Paradoxal aussi, le fait que les Suisses ont voté non à l'initiative du moratoire (10 ans sans nouvelles centrales) alors que de toute façon il n'y aura pas de nouvelles centrales dans les dix prochaines années en tout cas. Non seulement tout changement fait peur aux Suisses, mais même l'état de fait les inquiète !

En savoir plus :

Droit d'initiative populaire

1. Les citoyens peuvent rédiger un ou plusieurs articles constitutionnels et réunir 100 000 signatures (sur six millions d'habitants suisses) en sa faveur.
2. Ces signatures sont transmises à la Chancellerie fédérale qui vérifie si le compte est bon.
3. Si c'est le cas le Conseil fédéral choisit une date pour la votation
4. La date est annoncée et la campagne commence.
5. Si une majorité des Suisses dit OUI, cet article est inscrit directement dans la Constitution et devra être respecté et appliqué par le législatif.

Droit de referendum

1. Si le Parlement fédéral adopte une loi qui contrevient à la Constitution, les citoyens ont 90 jours pour réunir 50 000 signatures et les donner à la chancellerie fédérale.
2. Le Conseil fédéral décide d'une date pour la votation et le peuple se prononce pour ou contre la loi.

Philippe Gobet

Philippe de Rougemont,

Coordinateur de campagne 2xOUI pour la Suisse francophone

www.sortirdunucleaire.ch

(*) www.pourunchoixresponsable.ch